

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BFORBANK

Société Anonyme au capital de 47 992 119 euros
Siège social : Tour Europlaza, 20, avenue André Prothin,
92927 Paris La Défense Cédex
509 560 272 R.C.S. Nanterre

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2016

Arrêtés par le Conseil d'administration de BforBank en date du 22 mars 2017 et approuvés par l'Assemblée générale
ordinaire annuelle du 4 mai 2017

bilan au 31 décembre 2016

actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées		90 641	21 860
Caisse, banques centrales		75 951	21 653
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3	14 690	207
Opérations internes au Crédit Agricole	3	2 060 181	2 175 849
Opérations avec la clientèle	4	3 996	2 034
Opérations sur titres :		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Valeurs immobilisées		29 179	24 956
Participations et autres titres détenus à long terme	5	1 681	261
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	5	25 787	23 836
Immobilisations corporelles	5	1 711	859
Capital souscrit non versé		0	13 197
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		11 567	12 554
Autres actifs (1)	6	9 896	9 006
Comptes de régularisation	6	1 671	3 548
total actif		2 195 564	2 250 450

(1)..Cf. note 1.3.2 Correction comptable : impact -866 593 €

passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées		10	0
Banques centrales		10	
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations internes au Crédit Agricole	8	60 002	2
Comptes créditeurs de la clientèle	9	2 068 755	2 159 892
Dettes représentées par un titre			
Comptes de régularisation et passifs divers		27 072	33 556

Autres passifs	10	9 023	11 296
Comptes de régularisation	10	18 049	22 260
Provisions et dettes subordonnées		1 463	1 213
Provisions	11,12	1 463	1 213
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG :	13	38 262	55 787
Capital souscrit		47 992	47 992
Primes d'émission		18 143	18 319
Réserves			17
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		-10 523	322
Résultat de l'exercice		-17 350	-10 863
total PASSIF		2 195 564	2 250 450

hors-bilan au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
ENGAGEMENTS DONNÉS			
Engagements de financement	15	4 691	1 528
Engagements de garantie			
Engagements sur titres	15	13 874	18 140
ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres	15	13 874	18 140

Les engagements de financement correspondent à la part non-consommée des autorisations de découverts accordées.
Les engagements sur titres correspondent aux titres à livrer et à recevoir de l'activité SRD.

compte de résultat au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	16	55 734	59 806
Intérêts et charges assimilées	16	-15 457	-25 435
Revenus des titres à revenu variable	17	0	1
Commissions (produits)	18	8 143	8 055
Commissions (charges)	18	-9 595	-7 310
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	19	73	23
Autres charges d'exploitation bancaire (1)	19	-1 243	-74
Produit net bancaire		37 655	35 066
Charges générales d'exploitation	20	-48 744	-43 032
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-3 403	-2 797
Résultat brut d'exploitation		-14 492	-10 763
Coût du risque	21	-863	-147
Résultat d'exploitation		-15 355	-10 910
Résultat net sur actifs immobilisés	22	0	0
Résultat courant avant impôt		-15 355	-10 910
Résultat exceptionnel	23	0	0
Impôt sur les bénéfices	24	-1 995	47
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		-17 350	-10 863

(1)..Cf. note 1.3.2 Correction comptable : impact -866 593 €

note 1 cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

BforBank est une société anonyme régie par le Livre V du Code monétaire et financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

De par la loi bancaire, BforBank est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2016, BforBank fait partie du groupe Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole s.a.. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Sacam Avenir, qui détient elle-même 85 % du capital de BforBank.

Pour sa part Crédit Agricole s.a. détient 15% du capital social de BforBank. BforBank est consolidée au niveau du groupe Crédit Agricole.

Crédit Agricole s.a. coordonne l'action de BforBank et exerce, à son égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par BforBank, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité.

1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

BforBank délègue la gestion financière de ses ressources (fonds propres, comptes espèces et comptes sur livrets) à Crédit Agricole s.a..

Ces ressources sont centralisées dans des comptes de trésorerie ouverts dans les livres de Crédit Agricole s.a..

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2016

1.3.1. Lancement du projet CIEL

Après le lancement de la Banque au Quotidien fin avril 2015, BforBank a lancé début 2016 le projet Ciel afin d'élargir son offre en proposant une offre de crédit immobilier ; s'inscrivant dans les plans stratégiques d'évolution du Groupe Crédit Agricole et de BforBank. En effet, avec le Crédit Immobilier, BforBank complète sa transition d'une banque spécialiste de l'épargne vers une banque de détail complète au service des particuliers.

Le projet Crédit Immobilier s'inscrit donc dans l'ADN de BforBank tout en apportant quelques nouveautés.

Les impacts comptables du projet CIEL sur 2016 se matérialisent par une augmentation des charges d'exploitation à hauteur de 3 680K€ ainsi que par un accroissement des immobilisations pour 2 202K€

1.3.2. Correction comptable

Une correction comptable sur exercices antérieurs pour 867K€, relative à l'affectation des cotisations nouvel adhérent 2010-2014 au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, a été réalisée sur 2016.

Initialement affectée en dépôts de garantie, elles ont été affectées sur 2016 en autres charges d'exploitation bancaire

Exercices	Garantie des titres	Garanties des dépôts	Total
2010		97 823,00	97 823,00
2011	6 285,00	116 915,00	123 200,00
2012	11 743,00	168 325,00	180 068,00
2013	15 103,00	223 534,00	238 637,00
2014	17 926,00	208 939,00	226 865,00
Total	51 057,00	815 536,00	866 593,00

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2016

1.4.1. Diminution des IDA

Suite à l'ajustement du prévisionnel 2017-2021, le poste IDA a fait l'objet d'une diminution de 2,127M€ pour s'élever au 31.12.2016 à 1,460M€.

note 2 principes et méthodes comptables

Les états financiers de BforBank sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole s.a., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de BforBank est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

BforBank applique le règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société

BforBank applique le règlement ANC N°2015-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif aux plan comptable général. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société

2.1. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014. Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit BforBank à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Traitement comptable des dépréciations : les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

2.2. Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

2.3. Immobilisations

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

BforBank applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues par BforBank :

Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Agencements	5 ans linéaire
Mobilier de bureau	5 ans linéaire
Matériel informatique	3 ans linéaire
Logiciels	3 et 5 ans linéaire

Enfin, les éléments dont dispose BforBank sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Provisions

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen mensuel.

2.6. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour BforBank.

Ces éléments sont détaillés dans la note 15.

2.7. La participation des salariés aux fruits de l'expansion et l'intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion sont constatés dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. Un accord d'intéressement a été signé le 26 juin 2014, et modifié le 24 mai 2016, entre les représentants du personnel et la direction pour une période de 3 ans selon 3 critères choisis et mesurables.

La participation et l'intéressement figurent dans les «Frais de personnel».

2.8. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

BforBank applique à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de cette recommandation, BforBank provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

BforBank a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatées au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

La recommandation autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

BforBank a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

BforBank a provisionné les prestations définies à l'article 31 de la Convention Collective de la Banque pour l'ensemble de ses salariés.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, BforBank n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.9. Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de BforBank.

2.10. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

BforBank ayant changé de méthode comptable en 2010, l'impôt différé est constaté dans les comptes individuels.

Dans le cas de BforBank, l'impôt différé actif comptabilisé en 2016 correspond aux économies futures d'impôt liées aux déficits fiscaux reportables nés de 2009 à 2016, en cohérence avec les perspectives de consommation des impôts différés résultant du business plan révisé établi pour les exercices du 01/01/2017 au 31/12/2021.

En 2016, suite à l'ajustement du prévisionnel 2017-2021 et conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (loi de finance rectificative 2012), le poste IDA a fait l'objet d'une reprise de 2 127 K€.

Le montant des déficits cumulés au 31/12/2015 représente 133 363 K€. Le montant du déficit de l'exercice s'élève à 15 624 K€ soit un solde de déficit cumulé au 31/12/2016 de 148 987 K€.

BforBank a signé avec Crédit Agricole s.a une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), BforBank a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

note 3 créances sur les établissements de crédit – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	14 650				14 650	40	14 690	207
à terme								
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	14 650	0	0	0	14 650	40	14 690	207
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							14 690	207
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	2 056 261				2 056 261	3 920	2 060 181	2 175 849
Comptes et avances à terme								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	2 056 261	0	0	0	2 056 261	3 920	2 060 181	2 175 849
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							2 060 181	2 175 849
TOTAL							2 074 871	2 176 056

Comptes et prêts sur établissements de crédit : cette rubrique enregistre la part des encours des livrets A et des livrets de développement durable centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Opérations internes au Crédit Agricole : cette rubrique enregistre les ressources de BforBank (notamment collecte clientèle et fonds propres) gérées par Crédit Agricole s.a. dans le cadre de la Convention de Gestion Financière liant BforBank et Crédit Agricole s.a.

note 4 opérations avec la clientèle

4.1. opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2016					Créances rattachées	Total	31/12/2015 Total
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal			
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	2 739				2 739		2 739	841
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	2 432				2 432		2 432	1 521
Dépréciations							-1 175	-328
VALEUR NETTE AU BILAN							3 996	2 034

Autres concours à la clientèle : cette rubrique enregistre les facilités de trésorerie accordées aux titulaires d'une carte de paiement sous la forme d'un recouvrement différé correspondant au délai contractuel d'imputation des dépenses sur les comptes de la clientèle.

Comptes ordinaires débiteurs : cette rubrique matérialise les positions débitrices des comptes bancaires et des comptes titres ordinaires de la clientèle, ainsi que les valeurs non-imputées (VNI).

4.2. Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM-TOM)	5 171	2 178
Autres pays de L'U.E.		
Autres pays d'Europe		175
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et Latine		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		9
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	5 171	2 362
Créances rattachées		
Dépréciations	-1 175	-328
VALEUR NETTE AU BILAN	3 996	2 034

4.3. Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2016					31/12/2015				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	5 171	1 175		-1 175		2 178	353		-328	
Autres pays de L'U.E.										
Autres pays d'Europe						175				
Amérique du Nord										
Amérique Centrale et Latine										
Afrique et Moyen-Orient										
Asie et Océanie (hors Japon)						9				
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	5 171	1 175	0	-1 175	0	2 362	353	0	-328	0

4.4. Opérations avec la clientèle – Analyse par agents économiques

(en milliers d'euros)	31/12/2016					31/12/2015				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	5 171	1 175		-1 175		2 362	353		-328	
Agriculteurs										
Autres professionnels										
Clientèle financière										
Entreprises										
Collectivités publiques										
Autres agents économiques										
TOTAL	5 171	1 175	0	-1 175	0	2 362	353	0	-328	0

note 5 variation de l'actif immobilisé

Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	0	0	0	0	0
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total titres de participation					
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	261	820		600	1 681
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	261	820	0	600	1 681
VALEUR NETTE AU BILAN	261	820	0	600	1 681
TOTAL	261	820	0	600	1 681

En 2016, les certificats d'associés au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution ont été transférés de la rubrique « autres actif »s à celles des « immobilisations financières » dans le respect des normes du Groupe Crédit Agricole

Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2016
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	2 420	1 139			3 559
Amortissements et dépréciations	-1 561	-287			-1 848
Mali technique de fusion sur Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	859	852	0	0	1 711

Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	838	2 737	-838		2 737
Valeurs brutes des autres immobilisations incorporelles	22 136	3 167			25 303
Amortissements et dépréciations	-11 986	-3 115			-15 101
Mali technique de fusion sur Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	12 848				12 848
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	23 836	2 789	-838	0	25 787
TOTAL	24 695	3 641	-838	0	27 498

Les tests de dépréciation effectués sur le mali de fusion n'aboutissent pas à constater une dépréciation.

note 6 comptes de régularisation et actifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	8 257	8 410
dont IDA	1 460	3 587
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	1 639	596
VALEUR NETTE AU BILAN	9 896	9 006
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	387	
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		2 448
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	448	303
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	835	797
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation		
VALEUR NETTE AU BILAN	1 671	3 548
TOTAL	11 567	12 554

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont 7K€ au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Le montant des IDA a été revu à la baisse, suite à l'ajustement du prévisionnel 2017-2021 et conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (loi de finance rectificative 2012).

Les impôts différés actifs correspondent, en 2016, à la quote-part mobilisable des économies d'impôts futures liées au déficit fiscal reportable des années antérieures, soit un montant de 1 460 K€

note 7 dépréciations inscrites en déduction de l'actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 01/01/2016	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	328	1 077	-230			1 175
Sur opérations sur titres						
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres actifs	2		-2			0
TOTAL	330	1 077	-232	0	0	1 175

note 8 dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
- à vue								
- à terme								
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	2				2		2	2
Comptes et avances à terme	60 000				60 000		60 000	
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	60 002	0	0	0	60 002	0	60 002	2
TOTAL	60 002	0	0	0	60 002	0	60 002	2

note 9 comptes créditeurs de la clientèle**9.1. Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	146 234				146 234		146 234	88 855
Comptes d'épargne à régime spécial :	1 921 716				1 921 716		1 921 716	2 070 938
- à vue	1 921 716				1 921 716		1 921 716	2 070 938
- à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	806				806		806	99
- à vue	806				806		806	99
- à terme								
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	2 068 755	0	0	0	2 068 755	0	2 068 755	2 159 892

9.2. Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM-TOM)	1 990 555	2 151 559
Autres pays de l'U.E.	4 790	4 328
Autres pays d'Europe	1 357	1 215
Amérique du Nord	40	85
Amérique Centrale et Latine	26	19
Afrique et Moyen-Orient	69 650	958
Asie et Océanie (hors Japon)	1 857	1 454
Japon	480	274
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	2 068 755	2 159 892
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 068 755	2 159 892

9.3. Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par agents économiques

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Particuliers	2 063 694	2 154 086
Agriculteurs		

Autres professionnels		
Clientèle financière		
Entreprises	5 061	5 806
Collectivités publiques		
Autres agents économiques		
Total en principal	2 068 755	2 159 892
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 068 755	2 159 892

note 10 comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation		5
Créditeurs divers	9 023	11 291
Versements restant à effectuer sur titres		
VALEUR AU BILAN	9 023	11 296
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	3 823	9 557
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	5	5
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres charges à payer	14 220	12 698
Autres comptes de régularisation		
VALEUR AU BILAN	18 049	22 260
TOTAL	27 072	33 556

(1)...les montants incluent les dettes rattachées.

note 11 provisions

<i>(en milliers d'euro)</i>	Solde au 01/01/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	434	51		-19		466
Provisions pour autres engagements sociaux						
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature						
Provisions pour litiges fiscaux						
Provisions pour autres litiges	695		-5			690
Provision pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit						
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (1)	84	295	-10	-62		307
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement						
Autres provisions						
VALEUR AU BILAN	1 213	346	-15	-81	0	1 463

(1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

note 12 engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Dette actuarielle au 31/12/N-1	434	341
Coût des services rendus sur l'exercice	44	33
Coût financier	7	8
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)		
(Gains) / pertes actuariels	-19	52
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	466	434

Détail de la charge comptabilisée au résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus	44	33
Coût financier	7	8
Rendement attendu des actifs		
Coût des services passés		
(Gains) / pertes actuariels net	-19	52
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	32	93

Variation de juste valeur des actifs des régimes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1		
Rendement attendu des actifs		
Gains / (pertes) actuariels	-19	52
Cotisations payées par l'employeur		
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	-19	52

Variation de la provision

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Dette actuarielle au 31/12/N	466	434
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période		
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N	466	434

note 13 variation des capitaux propres (avant répartition)**Variation des capitaux propres**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capitaux propres							Résultat	Total des capitaux propres
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (1)	Ecarts conversion/ réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement			
Solde au 31 Décembre 2014	47 992	0	0	18 080	0	0	578		66 650
Dividendes versés au titre de 2014									
Variation de capital									
Variation des primes et réserves									
Affectation du résultat social 2014		17		561			-578		0

Report à nouveau débiteur								
Résultat de l'exercice 2015							-10 863	-10 863
Autres variations								
Solde au 31 Décembre 2015	47 992	17	0	18 641	0	0	-10 863	55 787
Dividendes versés au titre de 2015								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves				-176				-176
Affectation du résultat social 2015		-17		-10 846			10 863	0
Report à nouveau débiteur								
Résultat de l'exercice 2016							-17 350	-17 350
Autres variations				1				1
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	47 992	0	0	7 620	0	0	-17 350	38 262

(1) Dont 18 143 k€ de primes d'émission

Le capital de BforBank a été constitué par l'émission de 20 000 actions de 100 € lors de la constitution de la société.

Une première augmentation de capital a eu lieu en février 2009 par l'émission de 907 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une seconde augmentation de capital, réservée à Crédit Agricole s.a., est intervenue en septembre 2009 par l'émission de 109 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

La troisième augmentation de capital a eu lieu en décembre 2011 par la souscription et la libération de 294 432 nouvelles actions de 100 € de nominal.

BforBank a émis 10 360 bons de souscriptions d'actions (BSA) au prix de 17 € soit une émission totale de 176 120 euros. Le prix d'exercice est de 110 € pour la souscription d'une action de valeur nominale de 100 €, soit une prime d'émission par action de 10 €.

Les BSA sont exerçables au plus tard dans les deux mois qui suivent l'approbation des comptes certifiés de l'exercice clos à l'issue de la septième date anniversaire de l'émission des BSA, à défaut de quoi les BSA non exercés seront réputés caducs de plein droit.

La dilution potentielle serait de 0,84 % pour Sacam Avenir et de 0,15% pour Crédit Agricole s.a..

Une réduction du capital social de BforBank a été décidée en décembre 2013 de 105.104.128 euros, pour le ramener de 133.043.200 euros à 27.939.072 euros. Le solde des pertes antérieures, soit 1.119.895 euros, restant conservé en report à nouveau.

Cette réduction de capital a été réalisée par voie de réduction de la valeur nominale des actions de 100 euros à 21 euros.

Une Augmentation de Capital a eu lieu en octobre 2014 par l'émission de 954.907 nouvelles actions de 21 € de nominal auquel s'ajoute une prime d'émission de 19 euros. La répartition des bénéficiaires est la suivante :

- Sacam Avenir : 811.671 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 26,18€ par action, soit 21.249.546,78 euros versés sur le compte BforBank.
- Crédit Agricole : 143.236 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 26,18€ par action, soit 3.749.918,48 euros versés sur le compte BforBank.

L'Assemblée Générale extraordinaire du 03 mai 2016 a décidé de racheter la totalité des bons de souscriptions d'actions (BSA) afin de procéder à leur annulation.

note 14 composition des fonds propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres	38 262	55 787
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
TOTAL DES FONDS PROPRES	38 262	55 787

note 15 engagements de financement et de garantie et autres garanties

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	4 691	1 528
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	4 691	1 528
Ouverture de crédits confirmés		
- Ouverture de crédits documentaires		
- Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle	4 691	1 528
Engagements de garantie		

. Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle		
Cautions immobilières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	13 874	18 140
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner	13 874	18 140
Engagements reçus		
Engagements de financement		
. Engagements reçus d'établissements de crédit		
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
. Engagements reçus d'établissements de crédit		
. Engagements reçus de la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Autres garanties reçues		
Engagements sur titres	13 874	18 140
. Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements reçus	13 874	18 140

Les engagements de financement correspondent à la part non-consommée des autorisations de découverts accordées.

Les engagements sur titres correspondent aux titres à livrer et à recevoir de l'activité SRD.

note 16 produits nets d'intérêts et revenus assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit		11
Sur opérations internes au Crédit Agricole	55 555	59 784
Sur opérations avec la clientèle	127	12
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	52	
Intérêts et produits assimilés	55 734	59 806
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-46	108
Sur opérations avec la clientèle	-15 266	-25 543
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	-145	
Intérêts et charges assimilées	-15 457	-25 435
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS (1)	40 277	34 371

note 17 revenus des titres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme		1
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES		1

note 18 produit net des commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-1	-1		-1	-1
Sur opérations internes au crédit agricole		-1 013	-1 013		-1 041	-1 041
Sur opérations avec la clientèle	6 766	-5 531	1 235	6 913	-3 288	3 625
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change		-2	-2			
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	1 378	-3 048	-1 670	1 142	-2 980	-1 838
Provision pour risques sur commissions						
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	8 143	-9 595	-1 452	8 055	-7 310	745
(1) dont prestations d'assurance-vie : 1 269 K€ (2016) & 1 020K€ (2015)						

note 19 autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Produits divers	1	3
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	72	21
Autres produits d'exploitation bancaire	73	23
Charges diverses	-949	-45
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-294	-29
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 243	-74
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 170	-51

note 20 charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel		
Salaires et traitements :	9 984	8 698
Charges sociales :	4 262	4 016
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies		
Intéressement et participation	194	79
Impôts et taxes sur rémunérations	1 643	1 359
Dotations RO frais de personnel	1	
Total des charges de personnel	16 084	14 151
Refacturation et transferts de charges de personnel	-107	-112
Frais de personnel nets	15 977	14 040
Frais administratifs		
Impôts et taxes	941	355
Services extérieurs et autres frais administratifs	31 825	28 637
Total des charges administratives	32 767	28 992
Refacturation et transferts de charges administratives		
Frais administratifs nets	32 767	28 992
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	48 744	43 032

Au titre des exercices 2013 à 2016, un montant de 584K€ a été accordé à BforBank au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé pour un montant de 68K€ au 31 décembre 2016 pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2013

Le montant des crédits restant à employer est de 516K€ au 31 décembre 2016.

Effectif moyen

Catégories de personnel	31/12/2016	31/12/2015
Cadres	120	104
Non cadres	89	65
Autres (1)	19	13
TOTAL	228	182
<i>Dont : - France</i>	228	182
<i>- Étranger</i>		
<i>Dont : personnel mis à disposition</i>		

(1)..Apprentis, Contrats de professionnalisation, stagiaires

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration de BforBank au cours de l'exercice.

note 21 cout du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions et dépréciations	1 077	257
Dépréciations de créances douteuses	1 077	257
Autres provisions et dépréciations		
Reprises de provisions et dépréciations	-235	-126
Reprises de dépréciations de créances douteuses	-230	-71
Autres reprises de provisions et dépréciations	-5	-55
Variation des provisions et dépréciations	842	131
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	1	
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	7	4
Décote sur prêts restructurés		
Récupérations sur créances amorties		
Autres pertes	13	12
Autres produits		
COÛT DU RISQUE	863	147

note 22 résultat net sur actifs immobilisés

Aucun résultat net sur actifs immobilisés n'a été constaté en 2016.

note 23 charges et produits exceptionnels

Aucun résultat exceptionnel n'a été constaté en 2016.

note 24 impôt sur les bénéfices*En milliers d'euros*

Résultat fiscal avant Imputation des Déficits Antérieurs		-15 625
Imputation des déficits antérieurs		
Résultat fiscal après Imputation des Déficits Antérieurs		-15 625
IS	33,33%	
Contribution sociale	1,10%	
Crédits d'impôts		
CI Mécénat		13
CI recherche		119
Charge d'Impôt Société		132

Le poste enregistre également la reprise d'impôt différé actif de 2 127 K€ constatée suite à l'ajustement du provisionnel 2017/2021, conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (cf. notes 1.4.1 et 2.10)

BforBank a opté pour le régime fiscal de groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2010. (cf. note 2.10)

Suivi des déficits antérieurs (en milliers d'euros)

	Avant intégration (1)	Pendant intégration	Total cumulé
2009	-29 909		-29 909
2010		-47 967	-77 876
2011		-25 482	-103 357
2012		-13 294	-116 651
2013	4 926		-111 726
2014 (2)	-10 692		-122 418
2015		-10 945	-133 362
2016		-15 625	-148 987
Total	-35 675	-113 312	-148 987

(1) Les mouvements positifs résultent de l'imputation du résultat fiscal propre sur le stock des déficits antérieurs.

(2) Report, sur les résultats propres de BforBank, des déficits antérieurement subis par la société CPR Online pour 11 782 402 euros.

note 25 informations relatives aux résultats des activités bancaires

25.1 Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'internatio nal	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	40 277						40 277
Revenus des titres à revenus variables							
Produits nets des commissions	-1 452						-1 452
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	-1 170						-1 170
PRODUIT NET BANCAIRE	37 655	0	0	0	0	0	37 655

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2015						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'internatio nal	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	34 371						34 371
Revenus des titres à revenus variables	1						1
Produits nets des commissions	745						745
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	-51						-51
PRODUIT NET BANCAIRE	35 066	0	0	0	0	0	35 066

25.2 Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	37 655						37 655
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et Latine							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	37 655	0	0	0	0	0	37 655

(en milliers d'euros)	31/12/2015
-----------------------	------------

	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	35 066						35 066
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et Latine							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	35 066	0	0	0	0	0	35 066

BforBank exerce une activité de banque de détail exclusivement en France.

25.3. Formation du résultat courant par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	37 655						37 655
Charges d'exploitation	-48 744						-48 744
Dotations aux amortissements et dépréciations	-3 403						-3 403
Résultat brut d'exploitation	-14 492						-14 492
Coût du risque	-863						-863
Résultat d'exploitation	-15 355						-15 355
Résultat net sur actifs immobilisés							
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-15 355	0	0	0	0	0	-15 355

(en milliers d'euros)	31/12/2015						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	35 066						35 066
Charges d'exploitation	-43 032						-43 032
Dotations aux amortissements et dépréciations	-2 797						-2 797
Résultat brut d'exploitation	-10 763						-10 763
Coût du risque	-147						-147
Résultat d'exploitation	-10 910						-10 910
Résultat net sur actifs immobilisés							
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-10 910	0	0	0	0	0	-10 910

25.4. Résultat courant par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2016							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	37 655	-48 744	-3 403	-14 492	-863	-15 355		-15 355
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique Centrale et Latine								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	37 655	-48 744	-3 403	-14 492	-863	-15 355	0	-15 355

(en milliers d'euros)	31/12/2015							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	35 066	-43 032	-2 797	-10 763	-147	-10 910		-10 910
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								

Amérique Centrale et Latine								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	35 066	-43 032	-2 797	-10 763	-147	-10 910	0	-10 910

note 26 affectation des résultats

La perte de l'exercice, soit 17 350K€ sera affectée en report à nouveau qui sera de -27 873K€ après affectation.

note 27 publicité des honoraires des commissaires aux comptes

<i>(en milliers d'euros)</i>	FIDUS	%	ERNST & YOUNG	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	58	100%	58	100%
Missions accessoires				
Sous-total	58	100%	58	100%
Autres prestations				
Juridique, fiscal et social				
Technologie de l'information				
Audit interne				
Autres : à préciser si > à 10% des honoraires d'audit				
Sous-total	0	0%	0	0%
TOTAL	58	100%	58	100%

(1) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes

note 28 implantation dans les états ou territoires non coopératifs

BforBank ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

note 29 rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social et peut être obtenu à l'adresse suivante : BforBank, Tour Europlaza - 20 avenue André Prothin - La Défense 4, 92927 PARIS - LA DEFENSE Cedex.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BforBank, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note 2 de l'annexe aux comptes annuels qui mentionne les changements de méthode comptable et de présentation des comptes intervenus au cours de l'exercice avec notamment la première application du règlement ANC 2015-06 et son incidence sur le traitement comptable du mali de fusion telle qu'exposée dans la note 2.3 de l'annexe aux comptes annuels.
- Les états financiers et la note 1.3.2 de l'annexe qui exposent la correction d'erreur portant sur la comptabilisation de la cotisation nouvel adhérent au Fonds de Garantie des Dépôts et de résolution. Les impacts de cette correction figurent dans la note précitée de l'annexe.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Comme indiqué dans les notes 1.4.1, 2.10, 6 et 24 de l'annexe aux comptes annuels, votre société procède à l'estimation du caractère recouvrable des impôts différés. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et des hypothèses sur lesquelles se fonde cette estimation. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2017
Les Commissaires aux Comptes

FIDUS
Jean Michel THIERRY

ERNST & YOUNG et Autres
Claire Rochas

1703837